### **Questions** orales

Je lui demande encore une fois si le gouvernement du Canada dispose de renseignements qui confirmeraient les propos du président des États-Unis, selon lequel le Nicaragua constitue une menace croissante pour la sécurité des États-Unis et, je le suppose, du Canada? Avons-nous vérifié la véracité de cette affirmation? Aurions-nous des renseignements là-dessus et, le cas échéant, quels sont-ils?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, que le président des États-Unis ait fait un discours hier soir, la semaine dernière, le mois dernier ou l'an dernier ne change rien à la politique canadienne, formulée au Canada, par un gouvernement du Canada. Notre politique demeure telle que je l'ai rappelée aujourd'hui, et telle que l'ont énoncée le premier ministre et son secrétaire d'État aux Affaires extérieures à maintes reprises déjà.

# LES BANQUES

LES TAUX D'INTÉRÊT EXIGÉS PAR LES BANQUES À CHARTE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État aux Finances. Lorsque la Banque du Canada a relevé son taux d'intérêt en janvier dernier, les banques à charte n'ont pas tardé à lui emboîter le pas. Maintenant que son taux est descendu, les banques à charte ne se pressent guère pour en faire autant. La ministre exercera-t-elle des pressions pour qu'elles réduisent leur taux d'intérêt?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je tiens à rappeler que la semaine dernière, les banques à charte ont abaissé leur taux préférentiel d'avance en prévision de la baisse du taux d'escompte de la Banque du Canada. Je doute que la situation soit aussi injuste que le laisse entendre le député

Vous n'ignorez certes pas, monsieur le Président, que le taux d'escompte est descendu d'un point complet. D'après ce que disent les analystes des sociétés et des banques, je suis persuadée qu'il descendra encore, ce qui confirme simplement que nos mesures budgétaires ont d'heureuses répercussions sur les marchés financiers.

## LES DROITS À L'ÉGALITÉ

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, en l'absencee du ministre de la Justice, je m'adresserai au vice-premier ministre.

Compte tenu des grandes réserves exprimées par les délégués au Congrès conservateur à Montréal, au cours de la fin de semaine, vis-à-vis d'un grand nombre de recommandations relatives à l'égalité ayant déjà été approuvées par le cabinet, le vice-premier ministre peut-il nous assurer que le gouvernement ne se laissera pas infléchir par les résultats de ce congrès,

surtout en ce qui concerne les programmes de promotion des femmes dans les forces armées ainsi que l'orientation sexuelle?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà déposé sa réponse. Elle est accessible au député et au public en général.

M. Blackburn (Brant): Montrez l'exemple, ne vous contentez pas de suivre.

M. Nielsen: Telle est la réponse du gouvernement.

#### LES FEMMES DANS LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, si le gouvernement entend ne pas tenir compte des vœux du parti conservateur, le vice-premier ministre peut-il nous dire quand le gouvernement annoncera les mesures qu'il entend prendre concernant les modifications dont profiteront les femmes au sein des forces armées? Quand le gouvernement fera-t-il connaître explicitement sa position après avoir accepté de mettre en œuvre les dispositions concernant l'égalité?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, premièrement la réponse du gouvernement a été déposée. Deuxièmement, le ministère de la Défense nationale a entrepris de concilier ses propres pratiques avec la position du gouvernement, et le résultat sera annoncé dans les meilleurs délais.

#### L'AGRICULTURE

LA TAXE SUR LES CARBURANTS AGRICOLES

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le budget a augmenté de façon appréciable les frais agricoles par suite de la perception d'impôts sur les facteurs de production. Le budget a annoncé le prolongement d'une remise de la taxe sur l'essence de 3c. le litre, mais cette remise est loin de respecter la promesse du gouvernement tory qui a prétendu vouloir éliminer...

M. le Président: A l'ordre. Une question tout simplement.

M. Hovdebo: Quand le ministre présentera-t-il un projet de loi visant à supprimer les taxes sur les carburants utilisés dans les exploitations agricoles?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'espère que les circuits acoustiques de la Chambre des communes fonctionnent plus efficacement que ma voix aujourd'hui. Je veux faire une mise au point et conseiller au député de relire notre engagement électoral. Nous ne nous sommes pas engagés à supprimer toutes les taxes sur les carburants agricoles.

Je suis étonné, monsieur le Président, qu'en dépit des mesures importantes proposées dans le budget le député critique encore le transfert financier de notre gouvernement au secteur agricole.